



Westminster & City News

NUMÉRO 17

Du 26 avril au 2 mai 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le MPC maintient son taux directeur inchangé mais confirme son intention de le relever – Les membres du MPC ont voté à l’unanimité le maintien du taux directeur à 0,75% et le maintien du stock de rachat de dette (435 Md£ de dette souveraine et 10 Md£ de dette privée). Le [scénario](#) économique du MPC s’est considérablement amélioré après la forte dégradation de février dernier avec une prévision de croissance passant de 1,2 % à 1,5 % pour 2019. Cette évolution reflèterait l’amélioration du contexte international, le dynamisme de la consommation et la création de stocks des entreprises qui préparent le Brexit. À la fin de son scénario (T2 2022), la BoE anticipe une inflation à 2,2 % (soit au-dessus de la cible de 2 %) et un excès de demande qui atteindrait 1 % du PIB potentiel. Ainsi le Gouverneur a indiqué que le rythme de croissance du taux directeur anticipé par les marchés financiers – qui impliquerait que la Banque n’augmente qu’une fois son taux (+0,25 pp) au cours des trois prochaines années – n’est pas suffisamment élevé.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

La mobilité professionnelle favorise l’augmentation des salaires au Royaume-Uni – D’après une étude de l’[ONS](#), si les travailleurs ayant une faible mobilité ont en moyenne un salaire plus élevé, ce sont les travailleurs qui changent régulièrement d’emploi qui bénéficient de la progression salariale la plus rapide. Aussi, la mobilité au sein de la même entreprise ne permettrait pas une croissance salariale aussi rapide que le changement d’entreprise. Cela reflète le fait que les employeurs sont prêts à payer plus cher pour embaucher une main d’œuvre déjà formée. Cette prime à la mobilité aurait aussi tendance à se répercuter sur la croissance des salaires des travailleurs déjà en poste dans l’entreprise qui embauche. Les travailleurs à forte mobilité seraient en moyenne moins qualifiés bien que la prime associée soit plus élevée chez les plus qualifiés. La mobilité serait aussi bien plus lucrative à Londres que dans les autres régions du pays.

La confiance des agents économiques reste au plus bas – L’*Economic Sentiment Indicator* de la Commission européenne [indique](#) une baisse de la confiance en avril qui se concentre dans les secteurs manufacturier et de la construction. La confiance a toutefois rebondi pour les services et la vente au détail. Les ménages semblent également légèrement plus optimistes qu’en mars. Le [baromètre Lloyds](#) fait par ailleurs état d’une amélioration de la confiance des entreprises dans neuf régions sur douze en avril, avec la plus forte hausse enregistrée en Écosse (+12 p à 9 %). Les niveaux de confiance les plus élevés des entreprises ont été recensés dans les *West Midlands* (28 %), le Nord-Ouest de l’Angleterre (20 %) et Londres (19 %).

CONCURRENCE

La CMA autorise le rachat d’iZettle par PayPal dans ses conclusions provisoires – L’autorité de la concurrence britannique a indiqué dans ses [conclusions provisoires](#) ne pas s’opposer au projet de rachat d’iZettle (paiements mobiles) par PayPal (2,2 Md\$), après avoir considéré que la concurrence continuerait d’être dynamique sur le marché indépendamment de la fusion, avec des opérateurs comme Worldpay et Square. PayPal, qui avait finalisé

le rachat d'iZettle l'année dernière, s'était vu contraint d'interrompre le processus d'intégration de la start-up suédoise au Royaume-Uni après que la CMA avait déterminé que l'opération pourrait lui conférer une position trop dominante sur le marché des paiements mobiles. Les conclusions finales de la CMA devraient être rendues publiques mi-juin. Le marché du paiement fait partie des secteurs les plus dynamiques en matière de fusions et acquisitions depuis plusieurs mois (ex. ING-Payvision, Deutsche Bank-Modo Payments).

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La City souhaite un accord de libre-échange entre le RU et les États-Unis sur les services financiers – Catherine McGuinness, « DG » de la City, [indique](#) le RU ferait une « grave erreur » en manquant l'opportunité de s'aligner commercer avec les États-Unis après le Brexit. Le RU est la porte d'entrée sur le marché européen pour les entreprises américaines et il est nécessaire de maintenir cet accès. Fortes de cette relation spéciale, les deux parties pourraient conclure un accord de libre-échange (ALE) incluant les services financiers. Cet ALE devrait être complété par une coopération réglementaire, fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des résultats. Celle-ci permettrait en outre d'influencer les règles du commerce international.

BANQUES

La production de prêts immobiliers résidentiels reste stable à 20 Md GBP en mars 2019 – Selon [UK Finance](#), ce chiffre est resté relativement stable au cours de l'année passée, accusant une baisse de -0,5% par rapport à mars 2018. Après une baisse brutale en novembre 2018, le nombre de prêts approuvés par les principales banques a augmenté lors du premier trimestre 2019, pour finir en hausse (+9,1%) par rapport au T1 2018. La valeur des dépenses en carte de crédit (10,5 Md GBP en mars 2019) est également restée stable entre mars 2018 et mars 2019. [Pour de nombreux analystes](#), la stabilité de ces chiffres dans un contexte de forte incertitude signale la résilience du marché britannique des prêts.

Ph. Hammond propose de créer une catégorie d'actifs pour la BRI avec des contrats standardisés – Le Chancelier de l'Échiquier s'est rendu au second Forum Ceinture et Route (BRI) à Pékin. Dans son [discours](#), il a rappelé que le RU était un partenaire naturel pour la BRI car le secteur privé devrait jouer un rôle de plus en plus important à l'avenir afin que cette initiative réalise son plein potentiel. La City était ainsi une place de premier choix en raison (i) des liquidités que les porteurs de projets pourraient lever sur la place de Londres et (ii) de l'expertise que pourraient apporter les entreprises britanniques en matière de services aux entreprises. Selon Ph. Hammond, il était toutefois essentiel que la BRI respectât les normes internationales en matière d'environnement, de transparence et de soutenabilité de la dette. À cette fin, il a proposé de la création d'une catégorie d'actifs pour les projets de la BRI, avec des conditions contractuelles standardisées et des obligations de *reporting* uniformes, qui permettraient de rassurer les investisseurs internationaux.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

Le SFO doit être plus efficace dans la collecte de preuves dans les affaires de fraude et de corruption – Lisa Osofsky, directrice du *Serious Fraud Office* (SFO), souligne la nécessité d'améliorer les procédures d'enquête de l'agence. Cette dernière doit revoir la manière dont les preuves à l'appui des enquêtes pour fraude et corruption sont recueillies, afin de rendre ces enquêtes plus rapides et plus ciblées. Selon L. Osofsky, les informations collectées sur les personnes soupçonnées d'être impliquées dans des affaires de corruption ou de fraude ne sont pas toujours suffisamment étayées ou ne permettent pas d'incriminer les individus les plus pertinents. Elle confirme l'intention du SFO de recourir à l'infraction pour défaut de prévention prévue par le *UK Bribery Act*, qui rend les entreprises responsables des actes de corruption commis par leurs employés. Elle reconnaît les bénéfices de cette infraction de responsabilité indirecte ainsi que ceux de la transaction pénale qui devrait, selon elle, être étendues aux personnes physiques.

Le gouvernement souhaite imposer aux Pairs des règles de transparence similaires à celles des députés – Le Secrétaire d'État à la Sécurité Ben Wallace a annoncé que le gouvernement pourrait proposer une nouvelle loi anti-espionnage qui, entre autres, obligerait les membres de la Chambre des Lords à déclarer le montant des sommes qu'ils reçoivent d'entreprises étrangères et le bénéficiaire effectif final des entreprises pour lesquelles ils travaillent.

Cette obligation n'incombe aujourd'hui qu'aux députés. Cette proposition, soutenue par les députés tous partis confondus, est présentée comme une mesure de répression contre les fonds au RU en provenance de Russie et de Chine. Pour Ben Wallace, ces nouvelles règles sont nécessaires et pourraient faciliter l'expulsion d'espions étrangers.

L'entrée en vigueur de l'authentification renforcée pour les paiements en ligne crée des inquiétudes – De nombreux commerçants considèrent qu'ils ne sont pas suffisamment informés des nouvelles règles d'authentification renforcée des clients pour les paiements en ligne prévues par la deuxième directive sur les services de paiements. Celles-ci doivent entrer en vigueur en septembre 2019. Les associations de consommateurs ont demandé à la FCA et au gouvernement de sensibiliser entreprises et consommateurs afin d'assurer une mise en œuvre fluide de ces règles et éviter les perturbations des flux de commerce en ligne. Par ailleurs, les résultats d'une consultation lancée par le *HM Treasury* sur l'utilisation des pièces en cuivre (inférieures à 5 pence) montre qu'elles sont peu utilisées. Ph Hammond devrait néanmoins trancher en faveur de leur maintien. Les membres du parti indépendantiste écossais se sont prononcés en faveur de l'adoption d'une monnaie écossaise en cas d'indépendance.

FINTECH

Plusieurs annonces relatives aux Fintechs cette semaine – Le Ministre du Commerce a annoncé le lancement de [partenariats](#) avec les gouvernements d'Australie et Hong-Kong pour 2 groupes de 10 entreprises britanniques chacun dans le cadre des *Government's Fintech Bridge agreements*. Ces programmes ouverts jusqu'en novembre 2019 développeront la coopération réglementaire et technique entre les différents marchés. [Innovate Finance](#) a annoncé son association avec FinTech Scotland and FinTech North afin de créer un réseau national pour promouvoir les Fintech hors de Londres. La BoE a rappelé ses [pistes de travail](#) sur les Fintech, et notamment, celles qui ont trait au « dégroupage » des services financiers (*unbundling*) permettant aux banques de déployer des applications mobiles pour leurs clients pour la gestion de leurs finances ou l'initiation des paiements. Enfin le Chancelier [Ph. Hammond](#) s'est exprimé sur les fintechs au RU dans le cadre de l'*International Fintech Conference*.

Pour Mark Carney, l'intelligence artificielle facilitera l'accès au crédit des PME – S'exprimant lors du sommet organisé par *Innovate Finance*, M. Carney a [estimé](#) que l'IA pourrait grandement simplifier les procédures d'évaluation de crédit et aider les PME à solliciter des prêts et se développer. Ce discours se veut rassurant dans un contexte où les risques d'un *techlash* (*technological backlash* – réaction contre le tout-technologique) sont pointés du doigt, notamment ceux liés au fait de déléguer des décisions cruciales pour le futur des entreprises à des algorithmes. Pour M. Carney, l'intelligence artificielle et l'innovation numérique devraient améliorer la supervision bancaire. La BoE explore aussi, conjointement avec la FCA, la possibilité pour les entreprises d'automatiser la collecte et le partage de données financières.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Laura Guenancia, Robin Fournier et Louis Martin

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 2 mai 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance 2018	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,8%
PIB en glissement trimestriel (T4 2018)		0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,1%
Inflation (IPC)		2,3%	1,9%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,0%	2,3%
	Consommation	1,9%	2,5%
	Dépenses publiques	0,2%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,2%	2,9%
	Importations (B&S)	0,8%	2,9%
Approche par la production	Secteur manufacturier	0,9%	1,2%
	Secteur de la construction	0,7%	4,2%
	Secteur des services	1,7%	2,0%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,2%	0,5%
	Ventes au détail	2,6%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,0%	4,5%
Taux d'emploi		75,8%	75,0%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	1,0%	0,8%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	2,9%	2,5%
Salaires réels	Croissance annuelle	0,6%	0,7%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,4%	0,8%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,3%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,0%	84,2%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,4%
Balance des B&S		-1,5%	-1,4%
Balance des biens		-6,6%	-6,6%
Balance des services		5,0%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,17
	GBP/USD	1,29	1,33

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité horaire, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.